

MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU JURA

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 1^{ER} TRIMESTRE 2024 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 0,1 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2023

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **7 820** (+ 0,3 % sur un trim.)
Cat. B, C : **8 640** (- 0,8 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **16 460** (- 0,3 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

5,4 % au 4^{ème} trimestre 2023
+ 0,0 pt par rapport au 3^{ème} Trim. 2023
(France métropolitaine : 7,3 % ; + 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

87 940 au 4^{ème} trimestre 2023
- 0,0 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2023

● RECOURS À L'INTÉRIM

3 550 intérimaires au 4^{ème} trimestre 2023
+ 1,4 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2023

Au quatrième trimestre 2023

L'emploi salarié (privé et public) est stable dans le Jura par rapport au 3^e trimestre 2023. Hors intérim, l'emploi dans l'agriculture et la construction progresse. Les services marchands bénéficient du dynamisme des activités de transports-entreposage. L'emploi redémarre dans l'industrie. A l'inverse, après deux trimestres de croissance, l'emploi recule dans le commerce. Les services non marchands perdent des emplois. Sur un an, l'emploi salarié augmente légèrement (+0,3 %), une évolution comparable à celle enregistrée au niveau régional (+0,1 %). Le recours à l'intérim repart à la hausse, notamment dans l'industrie et les services. Le dispositif d'activité partielle est autant mobilisé qu'au 3^e trimestre. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (environ 3 410) est moins élevé qu'il y a un an (-4 %), une des baisses annuelles les plus favorables de la région.

Au premier trimestre 2024

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle augmente et plus particulièrement dans l'industrie. Les défaillances d'entreprises, plus nombreuses qu'il y a un an, restent orientées à la hausse mais le nombre d'emplois menacés diminue. La demande d'emploi de catégorie A augmente ce trimestre mais à un rythme moins rapide que celui observé au niveau régional (+0,3 % contre +0,7 %). A contrario, le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite se contracte. Les difficultés d'insertion concernent principalement les femmes : le nombre d'inscrits en catégorie A augmente de 0,8 %. Par ailleurs, les opportunités d'embauche ou la reprise de l'emploi intérimaire ont plus profité aux jeunes dont la demande d'emploi de catégories ABC diminue plus vite que celle des autres catégories d'âge. Les sorties de France Travail progressent fortement alors que les entrées sont restées globalement stables sur le trimestre.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)
Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

1^{er} Trimestre 2024

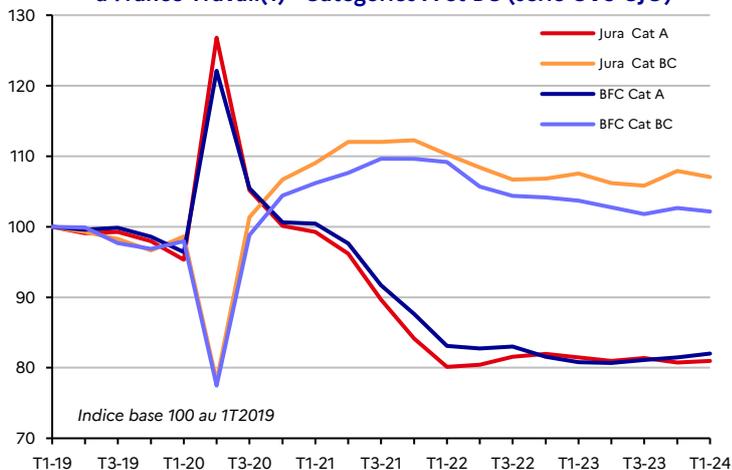
La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois			
	T1 2024	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Jura :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	7 820	+0,3	-0,6
Catégories B, C	8 640	-0,8	-0,5
Catégories A, B, C	16 460	-0,3	-0,5
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	101 220	+0,7	+1,6
Catégories B, C	94 870	-0,5	-1,5
Catégories A, B, C	196 080	+0,1	+0,1

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail(1) - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T1 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A					
Hommes	4 050	-0,2	-0,5	+1,2	+3,0
< 25 ans	610	0,0	-3,2	+1,8	+5,5
25 - 49 ans	2 230	0,0	-0,4	+1,2	+3,7
50 ans et plus	1 210	0,0	+0,8	+0,9	+0,3
Femmes	3 770	+0,8	-0,8	+0,1	0,0
< 25 ans	490	0,0	+2,1	+0,1	+3,8
25 - 49 ans	2 180	+0,9	+0,5	+0,1	+0,5
50 ans et plus	1 100	0,0	-4,3	+0,1	-2,8
Total	7 820	+0,3	-0,6	+0,7	+1,6
< 25 ans	1 100	0,0	-0,9	+1,0	+4,7
25 - 49 ans	4 410	+0,5	0,0	+0,7	+2,2
50 ans et plus	2 310	0,0	-1,7	+0,5	-1,2

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T1 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	7 930	-0,4	+0,5	+0,6	+1,3
< 25 ans	1 120	-2,6	-2,6	+0,3	+2,7
25 - 49 ans	4 590	-0,2	+0,7	+0,7	+1,3
50 ans et plus	2 220	0,0	+1,8	+0,5	+0,7
Femmes	8 530	-0,2	-1,5	-0,3	-1,1
< 25 ans	950	-2,1	-1,0	-0,2	+1,1
25 - 49 ans	4 990	-0,2	-2,0	-0,4	-1,5
50 ans et plus	2 590	+0,8	-0,8	-0,2	-1,4
Total	16 460	-0,3	-0,5	+0,1	+0,1
< 25 ans	2 070	-2,4	-1,9	0,0	+1,9
25 - 49 ans	9 580	-0,2	-0,7	+0,1	-0,1
50 ans et plus	4 810	+0,4	+0,4	+0,2	-0,4

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

(1) L'opérateur France Travail était jusqu'au 31 décembre 2023 l'opérateur Pôle emploi.

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T1 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	9 410	-0,6	-1,6	+0,1	+1,8
DELD :					
1 à 2 ans	3 320	+0,9	+9,2	+1,6	+5,4
2 à 3 ans	1 390	+0,7	-3,5	+0,6	-5,3
3 ans et plus	2 340	-1,3	-6,8	-1,8	-8,3
Total DELD	7 050	+0,1	+0,9	+0,2	-2,0
Part des DELD	42,8%	+0,2 pt	+0,6 pt	0,0 pt	-1,0 pt

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T4 2023	Moyenne annuelle 2023 2022	
Assurance chômage	8 760	8 510	8 120
Solidarité - Etat	590	590	720
Autres	190	170	150
Total DE indemnisés	9 540	9 270	8 990
Formation	630	620	670
Part des DE indemnisés* :			
Jura :	53,4%		
BFC	48,0%		

Source : France Travail

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par France Travail pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T1 2024	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	286	-2	-0,6	-64	-2,1
Fin de mission d'intérim	160	-5	-3,2	-32	-2,0
Démision	109	-7	-5,7	+28	+2,4
Rupture conventionnelle	141	+13	+10,4	+4	+0,3
Licenc. économique	31	+2	+5,7	+157	+57,5
Autre licenciement	110	-18	-14,0	-72	-5,5
Première entrée ⁽¹⁾	45	+2	+5,5	-80	-10,3
Retour d'inactivité ⁽²⁾	281	-34	-10,8	-187	-5,0
Réinscription rapide ⁽³⁾	256	+13	+5,5	+26	+0,7
Autre motif ⁽⁴⁾	119	+18	+18,2	-13	-0,9
Motif indéterminé	114	-13	-10,0	+41	+2,5
Total	1 652	-29	-1,7	-192	-1,0

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T1 2024	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	304	-5	-1,6	-188	-5,9
Entrée en stage ou formation	158	-46	-22,7	-361	-15,4
Arrêt de recherche**	181	+1	+0,7	-89	-4,2
dont maladie	106	-5	-4,2	-45	-3,5
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	817	+11	+1,4	-1	0,0
Radiation administrative	170	+36	+26,5	+140	+6,9
Autre cas ⁽²⁾	139	+7	+5,6	+105	+6,7
Total	1 770	+4	+0,2	-394	-1,9

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de France Travail.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO Catégorie A	T1 2024	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Dole	3 020	0,0	-1,6	49,3	14,6	29,8	6,5
Lons-le-Saunier	2 920	+0,3	-1,7	48,3	13,4	29,1	6,3
Saint-Claude	1 880	+0,5	+2,7	45,7	14,4	29,8	8,0
Jura	7 820	+0,3	-0,6	48,2	14,1	29,5	6,7

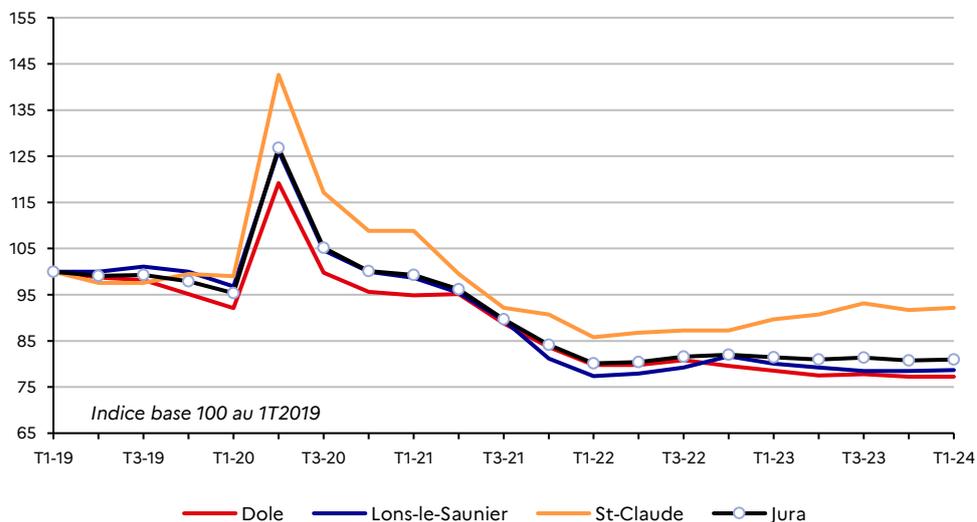
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2020

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T1 2024	Var. (en %) sur		Plus de un an		
		1 Trim.	1 an	T1 2024	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Dole	6 610	0,0	0,0	2 930	0,0	+2,8
Lons-le-Saunier	6 210	-0,6	-2,4	2 610	+0,8	-0,8
Saint-Claude	3 640	-0,3	+1,7	1 510	0,0	0,0
Jura	16 460	-0,3	-0,5	7 050	+0,1	+0,9

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
670	-1,5	690	+3,0
700	+1,4	710	+4,4
350	-2,8	370	+5,7
1 730	0,0	1 770	+4,1

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2025.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

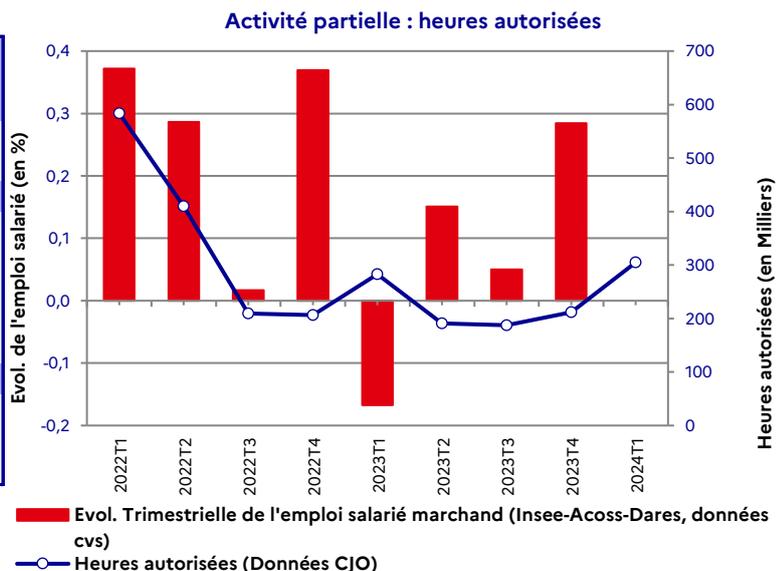
Activité partielle

Données CJO*	Jura	
	T4 2023	T1 2024
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	74	78
Volume d'heures autorisées	211 583	305 192
dont :		
Agriculture	0	0
Industrie	181 386	236 922
Construction	13 592	23 979
Commerce	3 212	5 762
Services	13 393	38 529
Etablissements autorisés	67	70
dont : étabs de 50 sal. et plus	18	18
Nombre de salariés concernés**	1 980	2 116
Total heures autorisées 12 mois glissés	872 543	894 911

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

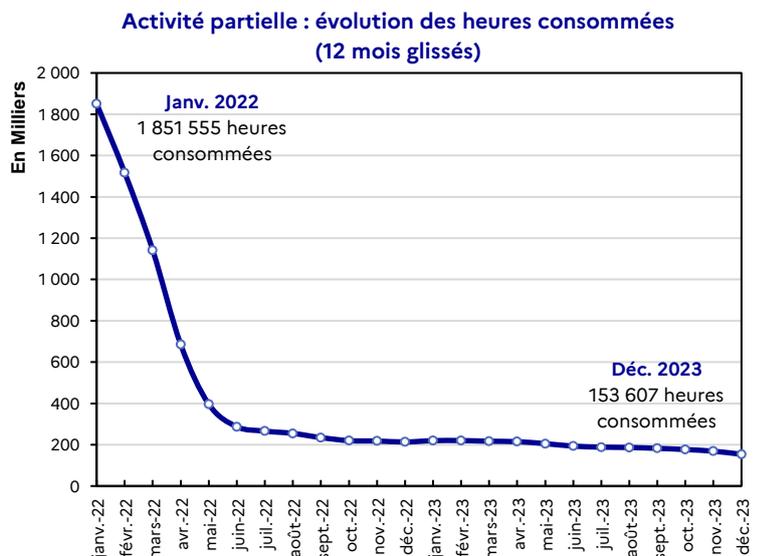


Données CJO*	Jura	
	T3 2023	T4 2023
Heures consommées		
Nombre d'heures consommées*	22 469	23 344
dont :		
Agriculture	0	0
Industrie	19 555	19 988
Construction	175	665
Commerce	145	231
Services	2 594	2 460
Etabs ayant consommé des heures	24	42
dont : étabs de 50 sal. et plus	10	11
Nombre de salariés concernés**	232	335
Total heures consommées 12 mois glissés	182 431	153 607

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre



Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Créations d'entreprises

Données brutes	Jura	
	T1 2024	Evol./T1 2023
Créations d'entreprises		(en %)
Nombre de créations d'entreprises	808	+11,4
dont :		
Entreprises individuelles	121	+27,4
Micro-entrepreneurs	517	+12,4
Sociétés	170	0,0
Cumul sur 12 mois glissés	2 940	+5,8
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	291	+9,8
Cumul sur 12 mois glissés	1 094	-0,7

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Données brutes	Jura	
	T1 2024	Evol./T1 2023
Ouvertures de procédures		(en %)
Nombre d'ouvertures de procédures	54	-5,3
dont :		
Sauvegardes	3	ns
Redressements judiciaires	18	-5,3
Liquidations judiciaires directes	33	-10,8
Nombre d'emplois menacés	274	+140,4
dont :		
Agriculture	s	s
Industrie	96	+700,0
Construction	17	-10,5
Commerce	32	+18,5
Services	128	+132,7
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	197	+10,7

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

s : secret statistique

ns : non significatif

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Jura 4 ^{ème} trimestre 2023 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle en nbre	Trimestrielle en %	Annuelle en nbre	Annuelle en %		Trimestrielle en nbre	Trimestrielle en %	Annuelle en nbre	Annuelle en %
Agriculture	1 660	+40	+2,3	+90	+6,0	1 660	+30	+2,1	+90	+6,0
Industrie	19 200	+50	+0,3	-30	-0,1	20 990	+120	+0,6	-70	-0,3
Industrie agro-alimentaire	4 200	+20	+0,4	0	-0,0	4 600	+30	+0,6	-50	-1,1
Industries extractives, énergie, eau, déchets	1 310	0	+0,0	0	-0,2	1 360	-10	-0,6	-10	-1,0
Equipements élec. électron. info., autres machines	1 110	+20	+2,2	-30	-2,9	1 230	+40	+3,0	-10	-0,5
Matériels de transport	860	+10	+0,9	+40	+4,3	1 010	0	+0,0	+30	+2,8
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	11 720	0	+0,0	-30	-0,2	12 800	+60	+0,5	-30	-0,2
Construction	5 680	+60	+1,0	+70	+1,3	5 960	+20	+0,3	+20	+0,3
Commerce ; réparation auto.	11 670	-110	-0,9	-110	-1,0	11 920	-100	-0,8	-120	-1,0
Services marchands	18 510	+80	+0,4	+280	+1,5	19 360	+80	+0,4	+260	+1,3
Transports et entreposage	4 060	+130	+3,4	+160	+4,2	4 480	+160	+3,7	+270	+6,4
Hébergement et restauration	3 050	+20	+0,5	+100	+3,3	3 070	+10	+0,5	+90	+3,1
Information et communication	430	0	+0,7	+30	+8,5	430	0	+0,5	+30	+8,3
Services financiers	1 650	+10	+0,8	+40	+2,3	1 670	+10	+0,8	+40	+2,5
Services immobiliers	490	+10	+2,3	+10	+3,0	490	+10	+2,1	+10	+2,2
Services aux entreprises	5 520	-50	-0,9	+20	+0,3	5 900	-80	-1,4	-110	-1,8
Services aux ménages	3 320	-40	-1,2	-80	-2,3	3 320	-40	-1,3	-80	-2,3
Services non marchands	27 970	-190	-0,7	+40	+0,1	28 050	-170	-0,6	+50	+0,2
Ensemble	84 690	-70	-0,1	+340	+0,4	87 940	-20	-0,0	+230	+0,3

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

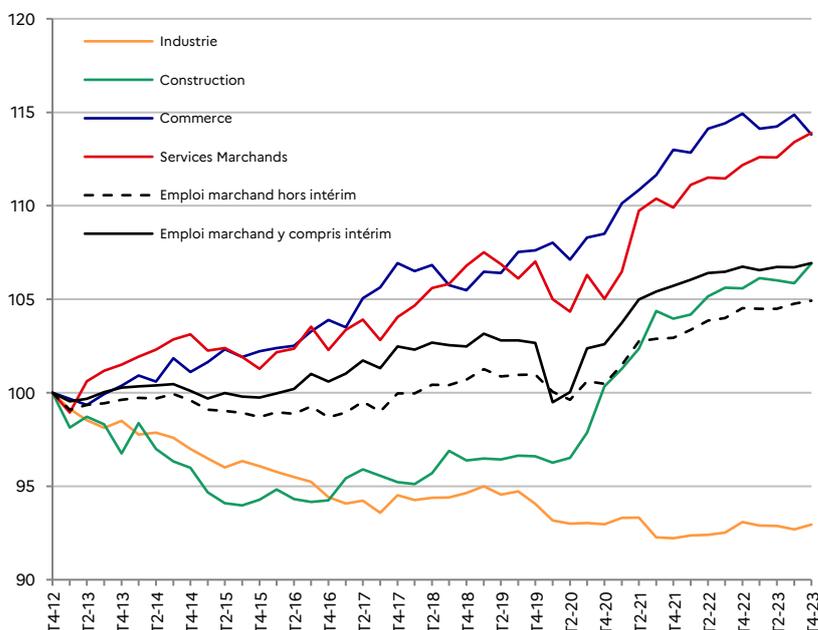
Traitement : Dreetts BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

● dans les secteurs d'activité du département

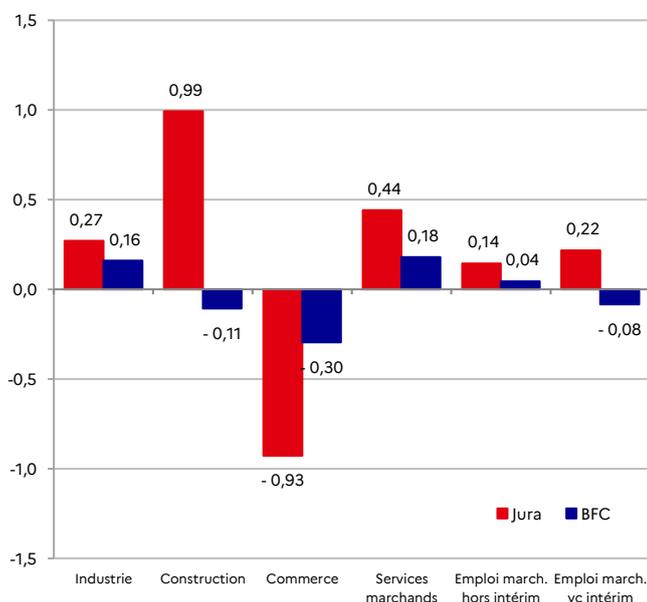
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

● dans le département et au niveau régional

(entre le 3^{ème} trim. et le 4^{ème} trim. 2023, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Jura 4 ^{ème} trimestre 2023 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	.	.	.	0,2	-0,1	.	.	.	1,9	-0,1
Industrie	1 830	+3,9	-3,4	8,7	-0,3	1 780	0,0	-6,3	2,3	0,0
Construction	470	-5,1	-15,2	7,7	-1,4	450	-6,3	-15,1	3,5	+0,1
Commerce	290	-2,2	-0,9	2,4	0,0	320	+3,2	+6,7	1,4	0,0
Services	960	+1,5	-2,3	4,9	-0,2	990	0,0	-4,8	1,2	-0,1
Ensemble	3 550	+1,4	-4,7	5,9	-0,3	3 540	-0,3	-6,3	1,9	-0,1

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoos-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

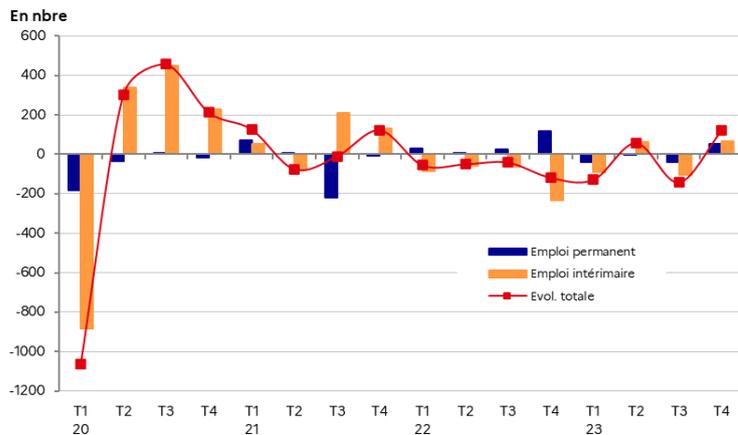
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

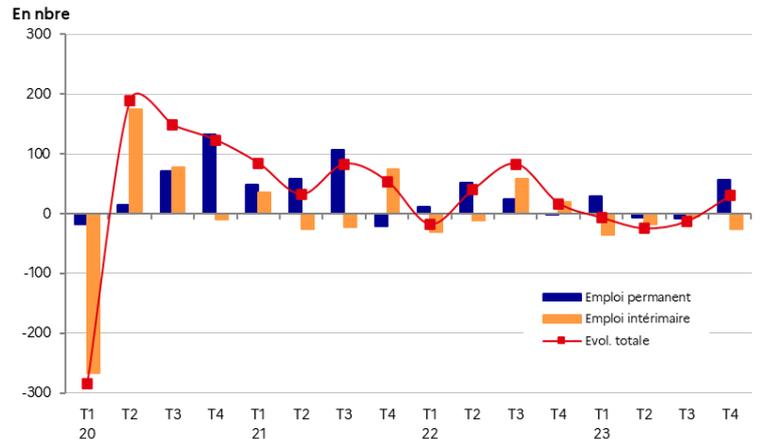
Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Travail Emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité

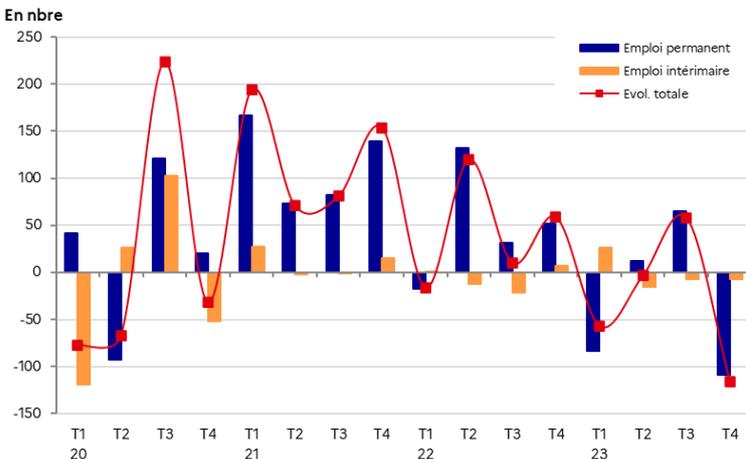
Industrie



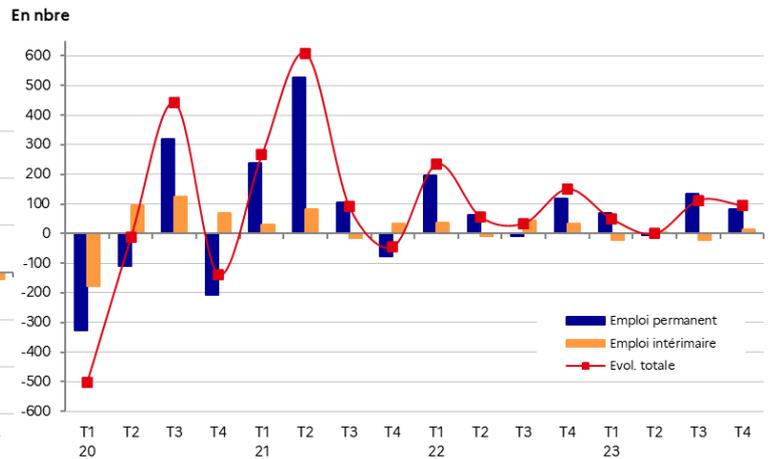
Construction



Commerce



Services



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acoos-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Jura		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
4^{ème} trimestre 2023						
Embauches		1 116	388	1 805	9 580	12 889
Répartition en %		8,7	3,0	14,0	74,3	100,0
dont en % :						
	CDD	50,5	51,8	56,7	86,6	78,2
	< 25 ans	31,7	42,0	51,0	23,3	28,5
	25 - 49 ans	45,7	43,8	35,2	44,7	43,5
	50 - 54 ans	7,6	7,0	4,9	10,8	9,6
	55 ans ou plus	15,0	7,2	8,9	21,2	18,5
	Femmes	41,5	10,3	54,8	63,7	58,9
Sorties		1 236	524	1 857	10 052	13 669
Répartition en %		9,6	4,1	14,4	78,0	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	32,4	34,9	44,2	82,1	70,7
	dont CDD < 1 mois	46,6	24,0	57,7	84,8	79,7
	Demissions	25,2	26,5	22,1	7,6	11,9
	Licenciements économiques	6,2	3,2	3,4	0,5	1,5
	Licenc. non économiques	12,3	11,3	6,6	2,7	4,4
	Retraite	7,0	3,2	2,0	0,9	1,7
	Ruptures Conventionnelles	6,4	11,8	4,9	1,5	2,8
	< 25 ans	22,6	29,2	42,9	21,7	24,9
	25 - 49 ans	46,5	49,6	40,1	44,8	44,5
	50 - 54 ans	9,2	9,2	4,5	10,9	9,8
	55 ans ou plus	21,7	12,0	12,5	22,7	20,8
	Femmes	39,8	9,7	54,7	63,2	57,9

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs,

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

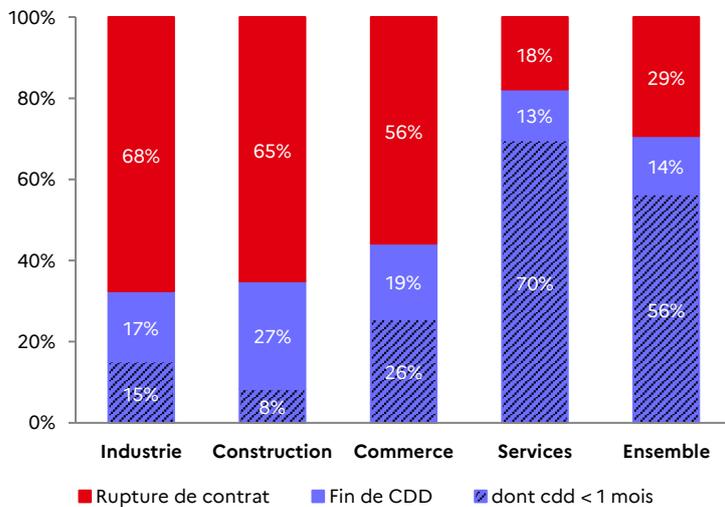
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

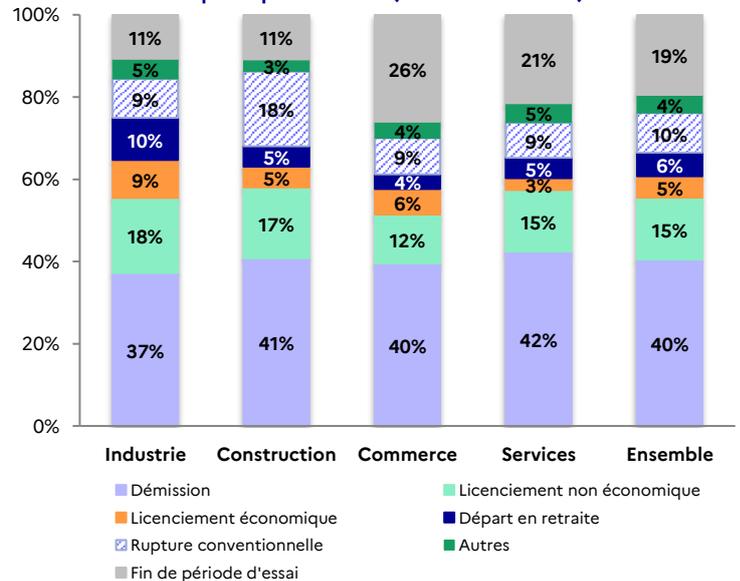
Lecture : Au 4^{ème} trimestre 2023 parmi les embauches dans l'industrie 50,5 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 6,2 % des sorties des salariés de l'industrie contre 1,5 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 26 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 37 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Jura		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
4^{ème} trimestre 2023							
Actifs en emploi (en %)		10,3	57,3	14,7	17,7	52,7	30,0
Embauches		3 672	5 602	1 232	2 383	7 598	1 939
dont en % :							
	CDD	77,4	73,3	82,1	89,1	82,9	80,6
Sorties		3 406	6 081	1 336	2 846	7 908	1 821
dont en % :							
	Fins de CDD	71,8	66,2	76,9	76,0	77,2	76,1
	dont CDD < 1 mois	74,6	77,7	85,7	86,6	83,2	77,0
	Demissions	12,1	15,8	8,2	4,8	9,5	10,9
	Licenciements économiques	0,1	1,9	3,1	1,7	1,1	0,2
	Licenc. non économiques	5,5	4,6	3,8	3,0	3,1	4,4
	Retraite	0,0	0,0	0,3	7,9	1,4	0,0
	Ruptures Conventionnelles	1,4	4,1	2,8	1,8	2,1	1,1

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2020, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 89,1 % ont signé un CDD.

L'emploi frontalier

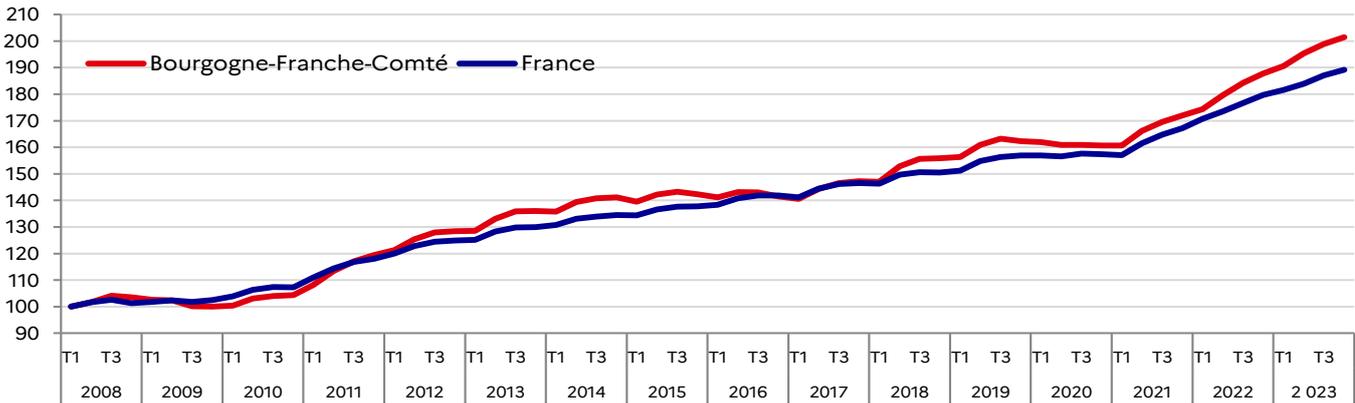
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2023	Actifs occupés RP 2020	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	249 510	222 550	22,3	+0,4	+2 000	+0,9	236	0,5	+4,9	+43	+22,3
Doubs	253 357	201 320	20,2	+0,3	+1 170	+0,6	33 625	70,8	+1,3	+2 083	+6,6
Jura	116 657	87 940	8,8	-0,0	+230	+0,3	7 876	16,6	+1,1	+559	+7,6
Nièvre	80 740	64 480	6,5	-0,4	-10	-0,0	21	0,0	+10,5	+6	+40,0
Haute-Saône	104 863	69 430	7,0	+0,0	-520	-0,7	756	1,6	+2,9	+91	+13,7
Saône-et-Loire	238 970	191 680	19,2	-0,2	-1 000	-0,5	233	0,5	-1,3	+25	+12,0
Yonne	145 687	109 800	11,0	-0,1	-480	-0,4	30	0,1	+15,4	+4	+15,4
Territoire de Belfort	64 451	49 880	5,0	+0,4	-110	-0,2	4 699	9,9	+1,4	+387	+9,0
BFC	1 254 237	997 090	100,0	+0,1	+1 280	+0,1	47 476	100,0	+1,3	+3 198	+7,2

Sources : INSEE - RP 2020; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

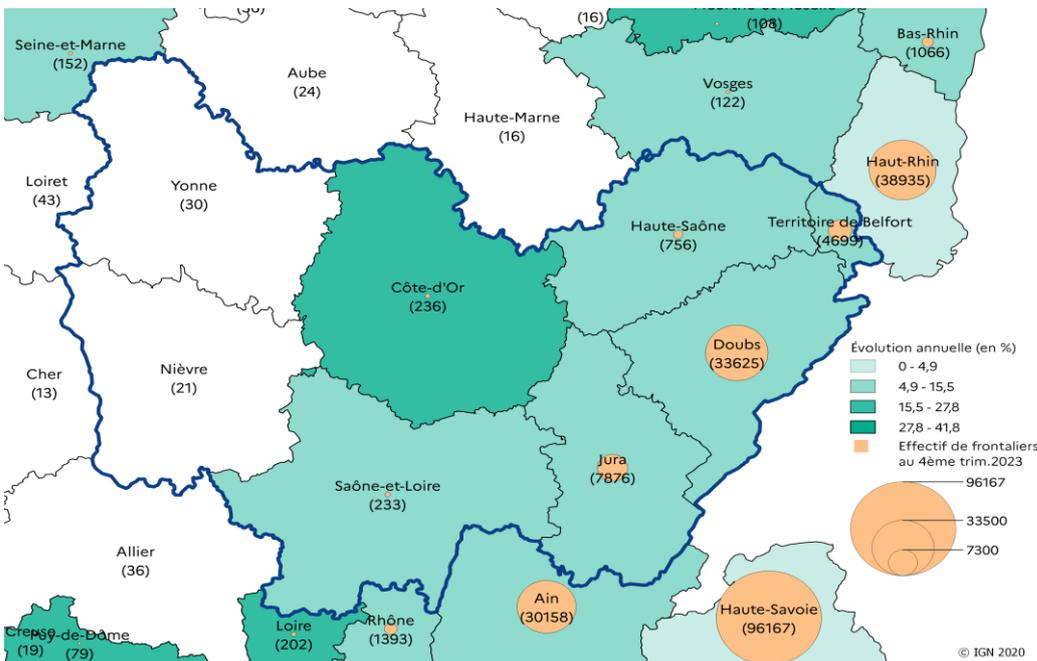
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de +6,6% dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 625 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Jura			BFC
	T1 2024	Cumul 2024	Var.(%)/ cumul 23	Var.(%)/ cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	51	51	-17,7	-45,2
jeunes	7	7	-41,7	-44,8
seniors	21	21	+50,0	-43,5
bénéficiaires RSA	30	30	+36,4	-8,4
DELD	25	25	-19,4	-46,6
TH	9	9	+12,5	-36,8
résidents QPV	12	12	0,0	-16,2
résidents ZRR	13	13	-18,8	-57,8
éducation nationale	s	s	nd	-58,8
CIE Jeunes	18	18	-62,5	-59,0
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	144	144	+9,1	+16,6
dt résidents QPV	19	19	+35,7	+40,8
CEJ*	202	202	+12,8	+10,4
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	5	5	-58,3	-20,3
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 4T2023)				
- secteur public	10	81	+15,7	+14,7
- secteur privé	380	2 622	+0,2	+2,3

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

s : secret statistique

** Données arrêtées à la semaine 52

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T3 2023	Cumul 2023	Var.(%)/ cumul 2022
Côte d'Or	327	1 138	-7,0
Doubs	416	1 312	-8,1
Jura	232	801	-16,0
Nièvre	209	652	+5,3
Haute-Saône	151	487	-13,3
Saône-et-Loire	357	1 262	-11,8
Yonne	451	1 230	-1,5
Territoire de Belfort	121	358	-19,7
BFC	2 264	7 240	-8,5

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Jura		BFC
	T1 2024	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	122	-5,4	-13,5
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	521	-5,3	-15,1
CEJ*	302	+29,6	+6,2
IAE (au 3T 2023)	932	-6,2	-3,2

▶ De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2023	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 3T 2023)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
<i>données brutes provisoires</i>								
Côte d'Or	9 577	-3,6	38 367	-1,0	8 980	+3,5	1 427	-10,3
Doubs	12 350	-1,4	33 477	-1,3	10 557	+1,6	1 533	-15,3
Jura	3 413	-4,0	15 763	-2,8	5 577	+4,2	587	-16,6
Nièvre	5 680	-0,8	14 033	-1,3	6 483	+1,8	710	-10,9
Haute-Saône	3 923	-3,0	15 233	-3,1	5 790	+4,1	890	-10,7
Saône-et-Loire	9 693	-5,7	37 113	-2,4	12 553	+4,1	1 773	-15,0
Yonne	8 663	-2,2	23 280	-3,1	7 887	+1,4	1 123	-10,4
Territoire de Belfort	4 153	-3,5	9 727	-2,0	2 603	+6,5	623	-10,1
BFC	57 453	-3,0	186 993	-2,0	60 430	+3,1	8 667	-12,7

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

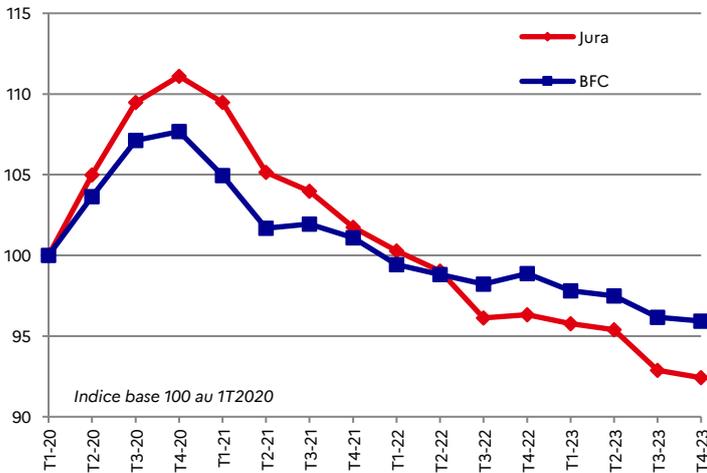
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

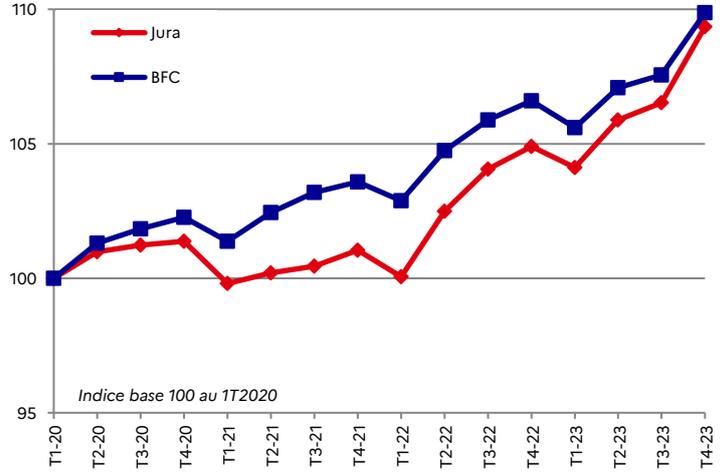
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

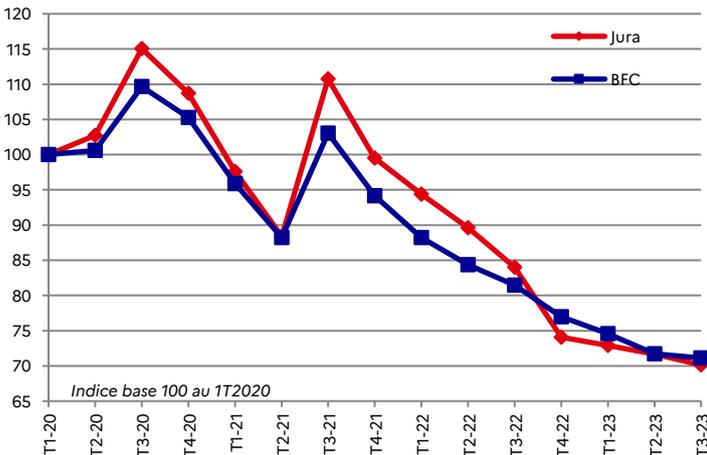
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

